G7 : Biarritz occupée par l’état-major du néolibéralisme

Le 22-08-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF



par le Parti de la démondialisation

le 22 août 2019

Les champions de l’ordre néolibéral (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Italie, Japon, Allemagne et France) sont autant détestés que les politiques qu’ils mènent à grands coups d’austérité, de privatisations, de répression, de mépris des classes dominées, de morgue et de suffisance.
Afin de tenir les opposants à leurs politiques mortifères éloignés et de conserver l’entre soi nécessaire à la préparation des mauvais coups qu’ils se préparent à porter, de nouveau, contre leurs populations, des mesures de sécurité draconiennes sont en place pour la 45ème édition du G7, du 23 au 26 août.

Biarritz est coupée du monde.

Des “mesures de sécurité“ inédites sont en place: Raid, GIGN, équipes cynophiles spécialisées dans la détection d'explosifs, Service de la protection (SDLP - Police nationale chargé de la protection rapprochée

pour des dirigeants ou ex-dirigeants de la République), effectifs parisiens motorisés issus des Brav (brigades de répression de l'action violente), 90 escadrons de gendarmes mobiles et compagnies de CRS (près de 6 000 hommes) sont déployés à Biarritz et ses alentours ... Le centre-ville de Biarritz est totalement bouclé : check point de la police nationale (badge nominatif et pièce d'identité) et circulation uniquement à pied. L'aéroport de Biarritz est exclusivement consacré aux délégations officielles, les gares de Biarritz, Bayonne, Guéthary, Boucau et Hendaye Les Deux-Jumeaux seront fermées. L'armée est mobilisée sur terre, dans les airs et en mer : rafales de la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan, hélicoptères, batterie de missiles sol-air (installée près de Biarritz), frégate anti-sous-marine La Motte-Picquet, commandos marine, patrouilles de la Guardia civil (police espagnole) et fermeture temporaire de la frontière avec l'Espagne prévue...
La répression sur place n'est pas oubliée : le centre de rétention administrative d'Hendaye, utilisé pour les personnes étrangères en situation irrégulière, a été vidé de ses occupants et servira aux gardes à vue (100 cellules) ; des préfabriqués sont installés devant le palais de justice pour accueillir les prévenus avant leur comparution immédiate ; une dizaine de procureurs, de greffiers, de juges et de 70 avocats sont réquisitionnés pour une activité du parquet et du tribunal "H24".
Comme l'a dit Castaner: « C'est tout le Pays basque qui doit être sécurisé, et même toute la France ».

Pour parvenir à leurs fins, les classes dominantes, nanties de leur arme de destruction massive des droits sociaux qu'est le néolibéralisme, ont provoqué une gigantesque crise mondiale systémique dont elles sont les seules à profiter. Tous les secteurs de la vie politique, économique, sociale, culturelle, ont été rongés pour laisser place à la marchandisation de tout ce qui pouvait l'être.

En ces temps d'offensive sans pitié ni relâche des néolibéraux, au plan international comme au plan national, avec le gouvernement de Macron mis en place pour parachever les contre réformes engagées par Sarkozy puis Hollande, sous l'impulsion de l'Union européenne, nous avons besoin de nous rafraichir la mémoire. Pour mieux affronter les forces qui bafouent la souveraineté des peuples, qui impulsent la concurrence de tous contre tous, nous vous proposons de lire ce texte qui met en lumière la chronologie des faits tout en montrant la lame de fond du néolibéralisme et ses conséquences désastreuses. Le détricotage, patient et systématique, du programme du Conseil national de la Résistance par le patronat, la loi de 1973, premier acte nous privant de la souveraineté monétaire (avant le Traité de Maastricht) qui nous fera entrer dans l'engrenage de l'euro monnaie unique au service exclusif du marché et en particulier de l'Allemagne, le tournant de la rigueur de 1982-1983, l'envol de la globalisation financière, la lutte obsessionnelle contre l'inflation et le choix du chômage pour la contenir, le consensus de Washington qui a inspiré les politiques publiques des décennies 1990 et 2000 à l'échelle planétaire, L'Union européenne, système le plus sophistiqué au monde pour construire une civilisation par le marché, dont la construction a été impulsée par les Etats-Unis à partir de 1942-1943, avec une accélération en 1945, la mondialisation instaurée comme stratégie...

Un vaste plan de reconstruction doit être entrepris d'urgence. Toutes les lois ayant contribué à provoquer ce désastre, l'amplifier et l'exploiter au profit des classes dominantes doivent être abrogées. Cette abrogation concerne la quasi-intégralité des lois, décrets et arrêtés appliqués en France depuis 1983. Sur cette période, aucun progrès, dans aucun domaine, n'a été enregistré et il serait plus simple de faire la liste des textes à conserver que celle des textes à abroger ! Il faut toutefois passer par l'abrogation, car si ces textes ne sont pas abrogés, ils restent force de loi. Toutes les réformes qui ont été menées sont en réalité des contre-réformes qui ne visaient qu'à diminuer le pouvoir du travail pour augmenter les intérêts du capital et à détruire le système de solidarité mis en place dans l'après-guerre.

Pour lire le préambule du Programme du Pardem, cliquez ici

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire